



Déclaration liminaire au CSA académique de proximité du 3 février 2026

Madame la Rectrice, mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Ce CSA de préparation de rentrée se tient malheureusement en **mode dégradé**. Dégradé pour les services, contraints de gérer les choses dans l'urgence. Dégradé aussi pour le dialogue social de proximité, dont les marges de manœuvre se réduisent un peu plus chaque année. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de cette situation, d'autant qu'elle tend à se répéter. Elle met l'ensemble du système sous tension, comme s'il n'était pas déjà à bout de souffle.

C'est aussi **avec colère** que la CFDT siège aujourd'hui, après les annonces faites lundi dernier puis les rectifications 2 jours après en CSA ministériel. Depuis des années, la CFDT alerte sur la dégradation continue des conditions de travail des personnels et des conditions d'apprentissage des élèves. Les **suppressions massives de postes annoncées** résonnent comme un nouveau déni – pour ne pas dire un mépris – de la souffrance des personnels : voilà donc 135 postes d'enseignants dans le 1D, 118 postes d'enseignants dans le 2D, 19 postes d'administratifs, de CPE, de personnels de direction qui vont être retirés à la Normandie !

AN-TI-CI-PER.

Notre système éducatif, aujourd'hui très fragile, a besoin de perspectives claires, **au-delà d'une seule année budgétaire**, et de perspectives construites collectivement. Nous le redisons ici : une programmation pluriannuelle est indispensable pour accompagner les évolutions démographiques et donner de la cohérence aux politiques éducatives, de ressources humaines et salariales.

Dans le second degré, la baisse démographique a bon dos pour justifier les suppressions de postes, quand avec 309 élèves de plus prévus à la rentrée 2026, vous proposez de supprimer 10 postes dans les lycées de l'académie !

Il est temps de changer de vision. Une école adaptée aux élèves d'aujourd'hui, qui permette aux personnels de retrouver du sens, de sortir de ce vécu douloureux consistant à devoir trop souvent « mal faire » un travail qu'ils veulent bien faire, dans l'intérêt des élèves.

La baisse démographique devrait être une opportunité pour améliorer les conditions d'apprentissage, pour renforcer le climat scolaire avec des adultes disponibles, pour améliorer les conditions de travail et la rémunération des personnels. Une **vision pluriannuelle et sécurisée de la carte scolaire** permettrait d'éviter les tensions extrêmes que nous connaissons cette année, tensions encore aggravées par les échéances municipales à venir.

Vous nous direz sans doute que le ratio P/E s'améliore dans le premier degré. C'est vrai mais **que dit réellement cet indicateur de la réalité du métier aujourd'hui ?** Accroissement des temps partiels thérapeutiques, explosion des fiches dans le RSST, perte d'attractivité du métier... La dégradation des conditions de travail pour les personnels de l'Éducation nationale a des causes multiples : Inclusion sans moyens suffisants, affaiblissement progressif des RASED, injonctions contradictoires, multiplication des tâches invisibles, manque de temps, attaques contre la liberté pédagogique, perte de sens du métier, absence de formation continue, non remplacement...

L'école a changé. Les élèves ont changé. Les attentes de la société ont explosé. Travailler avec 30 élèves en 1950 ou aujourd'hui, ce n'est tout simplement pas la même chose. Continuer à piloter avec les mêmes indicateurs, sans intégrer ces évolutions, n'est plus pertinent. Il faut calculer autrement : prendre en compte l'âge des personnels, l'inclusion, les difficultés sociales, le contexte des établissements et des territoires...

Les suppressions annoncées constituent, par leur ampleur, un **véritable plan social à l'échelle académique**. Dans tout autre secteur, on parlerait de restructuration, avec fermetures de sites. Il est illusoire de penser que l'Éducation nationale pourra supprimer 272 postes sans conséquences directes sur le réseau des écoles et des établissements. Dans tout autre secteur, on parlerait aussi de politique de ressources humaines pour les salariés concernés : que prévoyez-vous pour les agents de notre académie ?

L'École est un pilier fondamental de la réussite scolaire et de la cohésion sociale. Elle mérite une vision prospective, des moyens pérennes et une ambition éducative à la hauteur des enjeux. Si l'école est essentielle, il faut la remettre au cœur des priorités, dépenser pour l'école c'est investir dans l'avenir. Nous savons tous que la situation actuelle est le fruit de choix politiques qui ont été faits depuis des années : le choix d'une réduction budgétaire sans vision à long terme. Or, nous le voyons clairement, les conditions de travail sont difficiles et les situations de violence sont fréquentes, voire se banalisent. Une réponse apportée pour résoudre des problèmes liés à l'inclusion serait la mise en place des PAS (pôle d'appui à la scolarité). La CFDT a eu beau chercher, aucun moyen supplémentaire n'est donné pour cela, ces PAS vont devoir se faire à moyens constants, donc sans réelle volonté politique ! Un autre exemple serait les fameux 800 collèges ciblés par le Ministère, quels moyens supplémentaires pour faire progresser ces élèves qui en ont le plus besoin ? Aucun, faites au mieux ! L'écart entre le discours affiché et la réalité est de plus en plus flagrant et suscite de plus en plus de colère parmi les personnels. Notre société n'a pas besoin de plus de colère, mais au contraire de plus d'apaisement : pour cela, l'École ne doit plus être une priorité dans les mails du ministre uniquement, mais aussi dans les actes.